

Fin de procès pour Paul Rusesabagina, virulent opposant à Paul Kagame

Laure Broulard

Le Monde, 18 septembre 2021

Accusé de terrorisme, l'ancien directeur de l'Hôtel des Mille Collines à Kigali encourt la prison à perpétuité. Le verdict doit être rendu lundi 20 septembre.

Pendant des années, Paul Rusesabagina a été connu comme un défenseur des droits humains. Un « *Juste* » du génocide des Tutsi de 1994, ayant sauvé plus d'un millier de personnes réfugiées dans son Hôtel des Mille Collines à Kigali, et dont l'histoire a inspiré le film hollywoodien *Hotel Rwanda*. Mais depuis son arrestation dans des circonstances très polémiques en août 2020 par les autorités rwandaises – un enlèvement, selon ses proches, à la descente d'un avion qu'il pensait être à destination du Burundi –, c'est son engagement dans l'opposition au président Paul Kagame qui est sous le feu des projecteurs.

Car, tout d'abord critique modéré, Paul Rusesabagina est devenu un opposant de plus en plus virulent du régime du Front patriotique rwandais (FPR), le parti au pouvoir. Jusqu'à soutenir ouvertement la lutte armée pour le renverser. Visé aujourd'hui par neuf chefs d'accusation, dont celui de « *terrorisme* », il risque la prison à vie. Le verdict doit être rendu lundi 20 septembre.

C'est son implication présumée dans des attaques ayant eu lieu dans le sud-ouest du Rwanda en 2018 qui est visée par la justice rwandaise. Revendiquées par un groupe armé encore inconnu jusqu'en 2017, les Forces de libération nationales (FLN), elles avaient fait neuf morts, selon les autorités rwandaises.

« Menaces de mort » et « tentative d’assassinat »

En tant que président et membre fondateur de la plate-forme d’opposition en exil, le Mouvement rwandais pour un changement démocratique (MRCD), dont le FLN a été le bras armé, Paul Rusesabagina est accusé par le parquet rwandais d’avoir joué un rôle décisif dans la planification de ces attaques, ce qu’il a toujours rejeté. « *Je ne nie pas que le FLN ait commis des crimes, mais mon rôle au sein du MRCD était limité à la diplomatie* », a-t-il déclaré lors d’une audience préliminaire en septembre 2020, précisant que chaque section de la plate-forme agissait de manière indépendante par rapport aux autres.

Kigali met aujourd’hui en avant une question de justice pour les victimes qui demandent réparation. Mais les proches de Paul Rusesabagina dénoncent un procès politique visant à museler une personnalité critique de Paul Kagame et reconnue à l’international. Le Parlement européen et la Belgique ont également exprimé des préoccupations sur les conditions de son arrestation et l’équité de la procédure, tout comme l’organisation Human Rights Watch.

« *Le retour à première vue forcé et illégal de Rusesabagina au Rwanda s’inscrit dans un contexte de répression bien documenté des critiques du gouvernement rwandais, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays* », alertait l’organisation dès septembre 2020, rappelant que certains opposants avaient été « *physiquement attaqués et même tués* ».

Selon Carine Kanimba, fille adoptive de l’accusé, les problèmes de son père avec les autorités rwandaises ont débuté juste après la fin du génocide, lorsque la famille vivait encore au Rwanda : « *A cette époque, lors de la reconstruction du pays, mon père était apprécié par beaucoup de gens, tutsi comme hutu. Et c’était un problème pour le nouveau gouvernement, qui voyait d’un mauvais œil toute figure ayant de la popularité.* » « *Il a reçu des menaces de mort et a échappé à une tentative d’assassinat. C’est pour cela que nous avons décidé de partir* », assure encore la jeune femme, dont le téléphone aurait été espionné par Kigali grâce au logiciel israélien Pegasus, selon les enquêtes de plusieurs médias internationaux – dont *Le Monde* –, en collaboration avec Forbidden Stories et Amnesty International. Une allégation démentie par les autorités rwandaises.

« Il avait même rencontré George W. Bush »

En 1996, la famille s'en va à Bruxelles, où Paul Rusesabagina devient chauffeur de taxi, et obtient la nationalité belge. La sortie du film *Hotel Rwanda*, de Terry George, en 2004, est un tournant. Le « *Juste* » devient un héros. L'année suivante, il reçoit la médaille de la liberté des mains du président George W. Bush, puis lance la Fondation Hotel Rwanda Rusesabagina, qui organise des conférences dans le monde entier au cours desquelles, selon Kitty Kurth, une citoyenne américaine membre de la fondation, il parle de son expérience pendant le génocide et milite pour la paix dans la région des Grands Lacs en Afrique. « *Nous avons été harcelés par les autorités rwandaises dès le début. A chaque événement, nous rencontrions des pressions et des problèmes* », raconte Kitty Kurth, expliquant que pour ces raisons la fondation a dû cesser ses activités en 2014.

Au Rwanda, les actions de Paul Rusesabagina pendant le génocide des Tutsi commencent à être contestées et sa célébrité est vue d'un mauvais œil. « *C'est un citoyen ordinaire, devenu criminel*, assurait ainsi en février Alfred Ndahiro, auteur du livre *Hôtel Rwanda ou le génocide des Tutsis vu par Hollywood* et aujourd'hui conseiller du président Paul Kagame. « *Il s'est seulement appuyé sur une image de héros fabriquée par Hollywood pour s'engager dans d'autres activités.* »

Les nouvelles relations de l'ancien gérant de l'Hôtel des Mille Collines lui donnent en effet une plate-forme pour faire entendre, plus fort, ses critiques du FPR. Après avoir formé un premier parti d'opposition en 2006, il est rejoint, au sein du MRCD, par d'autres figures de l'opposition rwandaise en exil. « *Nous nous sommes associés à Paul Rusesabagina, car nous avons besoin d'une voix connue qui puisse faire de la diplomatie auprès des nations étrangères. Il vivait aux Etats-Unis, il était ami avec des sénateurs, il avait même rencontré George W. Bush* », explique Faustin Twagiramungu, ancien premier ministre rwandais (1994-1995) qui s'est allié au MRCD peu après sa création en 2017.

Comme d'autres opposants rwandais autrefois modérés, Paul Rusesabagina a durci son discours après la réélection de Paul Kagame pour un troisième mandat en 2017. Quelques mois après les attaques revendiquées par le FLN au Rwanda, il annonce dans une vidéo son soutien à la lutte armée. « *Le moment est venu pour nous d'utiliser tous les moyens possibles pour apporter le changement au Rwanda, étant donné que toutes les options politiques ont échoué* », lance-t-il, accusant Kigali de graves atteintes aux droits de

l'homme.

« Aucune preuve crédible »

« *Cela ne reflète pas les idées de Paul, insiste cependant Kitty Kurth, membre de sa fondation. Cette vidéo, c'est quelques secondes prises sur une carrière de vingt-cinq ans. Peut-être que d'autres personnes dans sa plateforme politique l'ont poussé à dire cela.* »

A Kigali, on explique que Paul Rusesabagina était dans le viseur de la justice rwandaise depuis 2010. A cette date, une première requête de commission rogatoire est envoyée aux autorités belges, qui lancent une perquisition au domicile de l'opposant en 2018. « *Les éléments récoltés chez lui démontrent qu'il a financé des groupes armés et qu'il donnait des ordres directs à Wilson Irategeka, le chef des FLN, affirme Yolande Makolo, porte-parole du gouvernement rwandais. Avant, il était libre de s'adonner à ses activités. Mais avec ces attaques, il a franchi la ligne rouge, il a enfreint la loi.* »

Paul Rusesabagina et sa défense boycottent les audiences depuis le mois de mars, estimant le processus inéquitable. Selon Carine Kanimba, « *le parquet n'a montré aucune preuve crédible de l'implication de mon père dans ces attaques. Il n'a jamais cru en la violence. Tout cela est inventé.* » « *Il a été kidnappé, torturé, on l'a privé de tous ses droits.* »

Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose du MRCD. Wilson Irategeka aurait été tué lors d'une opération de l'armée congolaise dans l'est de la République démocratique du Congo en 2020. Deux anciens porte-parole du FLN, Callixte Nsabimana et Herman Nsengimana sont sur le banc des accusés, aux côtés de Paul Rusesabagina. Et Faustin Twagiramungu a quitté la plateforme, se désolidarisant des attaques. « *Beaucoup de Rwandais en exil ont peur du FPR et font profil bas. Seul un tout petit groupe de personnes est engagé dans l'opposition. Et je pense que ce procès a rendu cet engagement encore plus difficile* », assure Timothy Longman, chercheur spécialiste du Rwanda.

Laure Broulard (Kigali, correspondance)